

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 18 mars 2021
(Convocation du 10 mars 2021)

Aujourd'hui, le dix-huit mars deux mille vingt et un à 10h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Madame Céline SALLES

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	30
• Voix	193
Pouvoirs	
• Nombre	2
• Voix	15
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	32
• Voix	208
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents en visioconférence :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Céline SALLES, Christophe TERRAIN, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Xavier LAGRAVE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Bernard SOUDAR
- Pour les Régions membres : Monsieur Andde SAINTE-MARIE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard KRZYNSKI
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe BRETHERS, Pierre LAJUS, Philippe BARON, Philippe CASTETS, Jean-Marc LESCOUTE, Denis LANUSSE, Pierre CAZERES, Jean-Pierre REMY, Laurent NOLIBOIS, Jean-Emmanuel DARGELOS, Francis BETBEDER
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel CHANUT, Christian DUCOS, Jean-Jacques DANE, Bernard LABADIE, Daniel ARRIBERE

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Madame Dominique DEGOS
- Pour les communautés de communes membres : Madame Pascale REQUENNA

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Charles PELANNE, Thierry CARRERE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe CASTEL
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle CAZALIS, Christine FOURNADET, Philippe LATRY, Michel CUYAUBE, Didier GAUGEACQ, Jean-Michel LE BIHAN, Christophe PUGNETTI, Jean-Yves ARRESTAT, Patrick MAUNAS
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Didier SAKELLARIDES, Michel BAREYT, Antoine LEQUERTIER, Bernard LOUGAROT

Secrétaire de séance : Madame Christiane AUTIGEON



OBJET : Programme d'actions / Risques fluviaux - Programme d'actions 2021 - Nouvelle action - Étude juridique relative aux ouvrages réalisés en rive droite du plan d'eau de la gravière de Baudreix et en rive gauche, dans le cadre de l'aménagement réalisé sur le gave de Pau en 1989 - Fiche n° 35

Exposé des motifs :

Dans le cadre de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter le site d'extraction de granulats implanté en rive droite du gave de Pau à Baudreix et d'extension par l'exploitation d'un nouveau site en rive droite à Bourdettes, déposée par la société Dragages du Pont de Lescar (groupe Daniel), l'État a prescrit au pétitionnaire une obligation préalable à l'exploitation du nouveau site de conclure une convention avec l'Institution Adour, gestionnaire des ouvrages de protection implantés en rive droite et rive gauche du gave au droit des deux sites.

Le projet d'aménagement de la zone de Baudreix, conduit par l'Institution Adour en 1989, a été dimensionné au moyen de plusieurs études hydrauliques et visait notamment à permettre la poursuite de l'activité d'extraction (implantation d'un nouveau site d'extraction de granulats en rive droite zone aval et sécurisation du site existant en rive droite zone amont). Dans ce cadre, en sus du recoupement d'un méandre, de la construction du seuil associé et des équipements et travaux connexes (prise d'eau et canal de Baniou), les deux ouvrages de protection suivants ont été réalisés :

- l'ouvrage F1 : protection du bassin d'extraction au moyen d'un perré en enrochements en rive droite du gave sur une longueur de 470 m soit un volume total de 5 200 m³,
- l'ouvrage E1 : protection du méandre de Bourdettes au moyen d'un perré en enrochements en rive gauche sur une longueur de 230 mètres (y compris un ancrage en berge de 40 mètres) soit un volume total de 1 500 m³.

L'ouvrage F1 avait été dimensionné pour protéger contre le risque de capture du plan d'eau et a été conçu pour résister aux érosions du fleuve et prémunir le plan d'eau de la submersion, étant calé en hauteur au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues. L'ouvrage E1 a quant à lui été dimensionné pour la protection contre les érosions de berges, sans objectif de lutte contre la submersion.

Dès lors, afin d'analyser d'un point de vue juridique, les responsabilités de chaque intervenant sur le secteur : État, Institution Adour, exploitant et syndicat mixte du bassin du gave de Pau, il est proposé de recourir à une étude juridique.

L'étude serait confiée à un juriste spécialisé sur ces thématiques (collectivités, GEMAPI, gestion de l'eau) et viserait à répondre aux questions suivantes :

- L'Institution Adour peut-elle être mise en responsabilité en cas de rupture d'un de ces ouvrages, en particulier concernant l'ouvrage F1 ?
- Quelles sont les obligations de l'Institution Adour concernant la gestion de ces ouvrages et quelles en sont les limites ?
- Quels sont les devoirs et responsabilités de l'Institution Adour, du SMBGP et de la société DPL en matière d'entretien, de surveillance, de maintien en bon état, de travaux, etc. relatifs à ces deux ouvrages ? - expliciter la responsabilité de chacun en cas de dommages dû à une rupture d'ouvrage.
- Ces ouvrages peuvent / doivent-ils être mis à disposition de la collectivité en charge de la compétence GEMAPI (SMBGP) de la même manière qu'il prévaut pour les ouvrages de protection contre les inondations ? La possibilité et les modalités d'un transfert des ouvrages au SMBGP détenant la compétence GEMAPI devront être précisées.
- La protection F1 est implantée en grande partie sur le domaine public fluvial. Quelles sont les obligations et les responsabilités de l'État ?

Pour finir, trois scénarii seront étudiés plus précisément en matière de droits et responsabilités :

- Situation actuelle (avant convention et nouvelles exploitations par DPL à venir) dans le nouveau contexte d'exercice de la compétence GEMAPI par le SMBGP,



- Situation à venir / hypothèse 1 = sans transfert d'ouvrages au SMBGP et dans le cadre d'un conventionnement à intervenir entre l'Institution Adour et la société DPL. Le cabinet juridique proposera les termes de cette convention en complément de l'analyse des droits et responsabilités des 3 intervenants,
- Situation à venir / hypothèse 2 = avec transfert d'ouvrages auprès du SMBGP et possiblement après les travaux de remise en état financés par l'Institution Adour et dans le cadre d'un conventionnement à intervenir entre l'Institution Adour et la société DPL. Le cabinet juridique proposera les termes de cette convention, en complément de l'analyse des droits et responsabilités des 3 intervenants.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- D'approuver l'ajout au programme d'actions 2021 de l'opération supplémentaire telle que présentée dans la fiche n°35 ci-annexée,
- D'arrêter à 12 000 € TTC le coût total prévisionnel de cette étude, étant précisé que la charge relèvera intégralement du Département des Pyrénées-Atlantiques,
- D'autoriser le Président à signer les documents afférents.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 18 mars 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2021

FICHE DE PROPOSITION n° 35

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Étude juridique relative aux ouvrages réalisés en rive droite du plan d'eau de la gravière de Baudreix et en rive gauche, dans le cadre de l'aménagement réalisé sur le gave de Pau en 1989

Zone d'influence :

Gave de Pau (64)

Contexte de l'opération :

Dans le cadre de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter le site d'extraction de granulats implanté en rive droite du gave de Pau à Baudreix et d'extension par l'exploitation d'un nouveau site en rive droite à Bourdettes, déposée par la société Dragage du Pont de Lescar (groupe Daniel), l'État a prescrit au pétitionnaire une obligation préalable à l'exploitation du nouveau site de conclure une convention avec l'Institution Adour, gestionnaire des ouvrages de protection implantés en rive droite et rive gauche du gave au droit des deux sites.

Le projet d'aménagement de la zone de Baudreix, conduit par l'Institution Adour en 1989, a été dimensionné au moyen de plusieurs études hydrauliques et visait notamment à permettre la poursuite de l'activité d'extraction (implantation d'un nouveau site d'extraction de granulats en rive droite zone aval et sécurisation du site existant en rive droite zone amont). Dans ce cadre, en sus du recoupement d'un méandre, de la construction du seuil associé et des équipements et travaux connexes (prise d'eau et canal de Baniou), les deux ouvrages de protection suivants ont été réalisés :

- l'ouvrage F1 : protection du bassin d'extraction au moyen d'un perré en enrochements en rive droite du gave sur une longueur de 470 m soit un volume total de 5 200 m³,
- l'ouvrage E1 : protection du méandre de Bourdettes au moyen d'un perré en enrochements en rive gauche sur une longueur de 230 mètres (y compris un ancrage en berge de 40 mètres) soit un volume total de 1 500 m³.

L'ouvrage F1 avait été dimensionné pour protéger contre le risque de capture du plan d'eau et a été conçu pour résister aux érosions du fleuve et prémunir le plan d'eau de la submersion, étant calé en hauteur au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues.

L'ouvrage E1 a quant à lui été dimensionné pour la protection contre les érosions de berges, sans objectif de lutte contre la submersion.

Dès lors, afin d'analyser d'un point de vue juridique, les responsabilités de chaque intervenant sur le secteur : Etat, Institution Adour, exploitant et syndicat mixte du bassin du gave de Pau, il est proposé de recourir à une étude juridique.

Description de l'opération :

L'étude serait confiée à un juriste spécialisé sur ces thématiques (collectivités, GEMAPI, gestion de l'eau) et viserait à répondre aux questions suivantes :

- L'Institution Adour peut-elle être mise en responsabilité en cas de rupture d'un de ces ouvrages, en particulier concernant l'ouvrage F1 ?
- Quelles sont les obligations de l'Institution Adour concernant la gestion de ces ouvrages et quelles en sont les limites ?
- Quels sont les devoirs et responsabilités de l'Institution Adour, du SMBGP et de la société DPL en matière d'entretien, de surveillance, de maintien en bon état, de travaux, etc. relatifs à ces deux ouvrages - expliciter la responsabilité de chacun en cas de dommages dus à une rupture d'ouvrage.
- Ces ouvrages peuvent / doivent-ils être mis à disposition de la collectivité en charge de la compétence GEMAPI (SMBGP) de la même manière qu'il prévaut pour les ouvrages de protection contre les inondations ? La possibilité et les modalités d'un transfert des ouvrages au SMBGP détenant la compétence GEMAPI devront être précisées.
- La protection F1 est implantée en grande partie sur le domaine public fluvial. Quelles sont les obligations et les responsabilités de l'État ?

Pour finir, trois scénarii seront étudiés plus précisément en matière de droits et responsabilités :

- Situation actuelle (avant convention et nouvelles exploitations par DPL à venir) dans le nouveau contexte d'exercice de la compétence GEMAPI par le SMBGP,
- Situation à venir / hypothèse 1 = sans transfert d'ouvrages au SMBGP et dans le cadre d'un conventionnement à intervenir entre l'Institution Adour et la société DPL. Le cabinet juridique proposera les termes de cette convention en complément de l'analyse des droits et responsabilités des 3 intervenants,
- Situation à venir / hypothèse 2 = avec transfert d'ouvrages auprès du SMBGP et possiblement après les travaux de remise en état financés par l'Institution Adour et dans le cadre d'un conventionnement à intervenir entre l'Institution Adour et la société DPL. Le cabinet juridique proposera les termes de cette convention, en complément de l'analyse des droits et responsabilités des 3 intervenants.

Interventions antérieures :

L'Institution Adour est intervenue en 1989 pour réaliser l'aménagement de la zone, comme indiqué ci-avant dans la partie contexte.

Suite aux crues de 2013, l'Institution Adour est intervenue pour réparer une brèche (60 mètres de long, 15 mètres de large et environ 3 mètres de haut) qui s'était formée sur l'ouvrage F1, par la mise en place d'enrochements coté gave et coté gravière.

Echéance - Délais :

Cette étude serait lancée avant fin mars 2021 et restituée avant fin mai 2021.

Coût de l'opération :

10 000 € HT (soit 12 000 € TTC). Chiffre à affiner au vu des propositions tarifaires attendues.

Plan de financement :

Cette opération n'est éligible à aucun cofinancement. Les charges correspondantes incombent donc au Département des Pyrénées-Atlantiques.



Plan de situation :

